



DEXIA : Des milliards sur un plateau pour spéculer

Entre 2008 et 2010 les Etats européens ont offert aux banques plus de 2.000 milliards d'aide sans contrepartie (La France en a donné 440 milliards). Dans le même temps, les Banques centrales américaines (FED) et européenne (BCE) ont prêté plus de 2.500 milliards de dollars et près de 600 milliards d'euros au taux ridiculement bas de 1%.

Dexia a été recapitalisée à hauteur de 6,5 milliards d'euros et a eu une garantie de 150 milliards. Ceci, soi-disant pour relancer l'économie.

Ils n'ont servi qu'à continuer à spéculer en puisant dans les comptes bancaires des clients. Dexia comme la Caisse d'Epargne, le Crédit Foncier, le Crédit agricole, la Banque populaire, Naxitis, a multiplié les prêts spéculatifs aux communes et aux hôpitaux endettés. Ces prêts étant adossés à la monnaie suisse, celle-ci s'est envolée ; résultat : 5.000 communes sont prises à la gorge, elles ne peuvent plus rembourser.

En février 2011, le journal financier « Les Echos », écrivait sous le titre « C'est fou ! trois ans après les subprimes, la finance joue encore avec le feu » : « une nouvelle crise bancaire risque de se déclencher ». Aujourd'hui, Dexia, banque franco-Belge plonge avec 95 milliards d'euros d'actifs pourris.

Le gouvernement français n'a pas tardé à réagir. Il apporte sa garantie et fournit les milliards nécessaires (50 - 60 milliards – le reste pour la Belgique) et va répartir les activités de Dexia entre la Caisse des dépôts et la Banque Postale.

La spéculation est au cœur du capitalisme

Depuis que le capitalisme existe, la spéculation est un élément central de son développement. Spéculer en matière financière, c'est profiter de toutes les situations, la moindre de leurs évolutions pour en tirer le maximum de profit à court terme.

Qui paie ? Le peuple

Le gouvernement pousse de plus en plus loin les plans d'austérité. Le capital pousse, c'est une exigence pour lui.

Le syndicat patronal, le MEDEF, demande de « s'attaquer vigoureusement à la réduction de la dépense publique, sur laquelle 80% de l'effort doit porter ». De leur côté les « Echos » estiment qu'il faut augmenter la TVA, qu'il y a un manque à gagner énorme. « ...20 milliards sont perdus sur des produits alimentaires taxés au taux réduit... idem pour les livres, les transports publics, les abonnements à la télévision etc... Des économistes de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique des principaux pays capitalistes) ont rapporté **les recettes réelles de la TVA à ce qu'elles devraient être si elles étaient appliquées au taux normal sur l'ensemble de la consommation des ménages. Cela pourrait atteindre 137 milliards.**

La racine du mal est là.

Un seul moyen pour stopper cet engrenage, un seul moyen, la lutte anticapitaliste.